

Gouverner le capitalisme avec les capitalistes ?

Pour répondre aux défis de la mondialisation, la gestion des entreprises ne peut plus être laissée aux seuls capitalistes. Libéraux et marxistes partagent une vision commune de l'entreprise où chacun poursuit son intérêt propre : les patrons, leur profit, et les travailleurs, leur salaire. Cette vision réductrice ne prend pas en compte la réalité des entreprises et la diversité des investissements des uns et des autres. Démocratiser la gouvernance passe par l'instauration du « bicaméralisme », une chambre étant constituée de représentants du capital financier, et l'autre, de représentants syndicaux.

PIERRE ANSAY

« La République de Platon est un exemple soit-disant éclatant de perfection imaginaire qui ne peut prendre naissance que dans le cerveau d'un penseur oisif [...]. Mais il vaudrait mieux s'attacher davantage à cette pensée et [...] faire de nouveaux efforts pour la mettre en lumière, que de la rejeter comme inutile, sous ce très misérable et fâcheux prétexte qu'elle est impraticable. Une constitution ayant pour but la plus grande liberté humaine fondée sur des lois qui permettraient à la liberté de chacun de pouvoir subsister en accord avec celle des autres, c'est là au moins une idée nécessaire, qui doit servir de principe non seulement aux premiers plans que l'on esquisse d'une constitution politique, mais encore à toutes les lois, et dans laquelle on doit faire abstraction de tous les obstacles présents, lesquels résultent peut-être moins inévitablement de la nature humaine, que du mépris des vraies idées en matière de législation. » Kant, *Critique de la raison pure*, p. 318.

La pensée d'Isabelle Ferreras¹ est une pensée généreuse, intelligente. Basée sur plusieurs études de terrain, son livre fait signe vers des transformations de la sphère entrepreneuriale orientées par la justice. Les travailleurs sont de mieux en mieux formés, ils désirent et produisent davantage le processus et la relation de

travail², ils sont mieux représentés, sou-vent propriétaires de leur outil de travail et exercent leur métier en présence des citoyens tiers que sont les clients. Certes, les signes des temps, droitisation de la

1 Isabelle Ferreras, *Gouverner le capitalisme ?*, PUF, 2012.

2 Je renvoie ici à la conception spinozienne du désir, comme production et non comme figuration d'un manque originel telle que configurée dans la théorie freudienne.

classe ouvrière³, recul récent des socialistes français sur la question de la nationalisation de la sidérurgie, fermetures d'usines, délocalisations, parlent contre la générosité prospective de l'auteure, mais comme l'écrit Hölderlin, *là où git le danger, croît aussi ce qui sauve*. Là où les excès des patrons capitalistes les déconsidèrent aux yeux mêmes de leurs thuriféraires, le paysage de légitimation change son logiciel, et c'est l'immense mérite de Ferreras que de présenter le paysage à venir de la citoyenneté industrielle. Dommage par ailleurs dans ce théâtre d'affrontement que la critique marxiste soit plus myope encore que ceux qu'elle imagine encore comme ses adversaires. Avec Ferreras, nous respirons bien frais sur les hauteurs d'une pensée solide à la prospective assurée.

Le capital : une domination illégitime

Par un coup de force enraciné dans l'histoire du capitalisme, seuls les apporteurs de leurs⁴ capitaux sont encore aux manettes pour diriger les entreprises. « À l'heure où le capitalisme a pris l'ascendant sur les États, au moment où les firmes mondialisées édictent leurs propres règles et pratique dumping social et shopping juridique entre les législations qui leur sont les plus favorables, le gouvernement du capitalisme ne peut plus être laissé aux seules mains des capitalistes⁵. » L'auteure a bien raison d'insister sur l'illégitimité croissante, sur la montée en force d'un rapport social de désapprobation des modes de gouvernance de l'entreprise postmoderne. Les travailleurs mettent en œuvre, dans un contexte

de rivalité avec le patronat, des compétences techniques, économiques, sociales et politiques qui, l'expérience le démontre, s'avèrent souvent plus pertinentes dans la gouvernance entrepreneuriale que celles des fondés de pouvoir « d'un » capital — qui est un parmi d'autres. L'indiquer autrement : *les patrons ne font plus sérieux, le voile de Maya se déchire, le maître des forges, l'entrepreneur ascétique, l'agité du chapeau schumpétérien pouvaient bénéficier d'un respect certain. Ces ascètes créateurs, même rapaces, ont laissé la place à des truands jouisseurs à courte vue et à des fabricants d'inutile*. L'information circule partout, et récemment, au Québec, un travail journalistique de haute qualité montre l'immoralité criminelle de grandes entreprises minières canadiennes à l'œuvre au Congo, minant le sérieux moral qu'elles s'étaient attribué par une autolabélisation éthique. L'encastrement culturel et social⁶ qui légitimait les relations serves s'effrite à due proportion de l'augmentation des capitaux dont disposent les travailleurs. Gouverner le capitalisme autrement au lieu de s'y opposer dans le théâtre d'opération qu'il imposait, changer de paradigme conflictuel et d'objectifs stratégiques, *il s'agit là d'un coup de tonnerre social doublé d'une révolution copernicienne politique : il ne s'agit plus de lutter contre le capitalisme, mais de le gouverner autrement*.

Une conception réductrice de l'entreprise

« L'histoire des idées a engendré une situation paradoxale : libéraux et marxistes partagent une conception jumelle de l'entreprise — l'entreprise serait une organisation structurée autour d'une logique

3 Jean-Michel De Waele et Mathieu Vieira (dir.), *Une droitisation de la classe ouvrière en Europe*, Economica, 2012.

4 On verra plus loin, c'est une des seules divergences avec Ferreras, que les travailleurs sont aussi des apporteurs de leurs capitaux.

5 Ferreras, *op. cit.*, p. 24.

6 Pour Karl Polanyi (1886-1964), le marché s'était désencastré de la gangue sociale et culturelle pour prétendre à l'autorégulation. Le projet social-démocrate consistait dès lors à le réencastrer dans la social-démocratie régulatrice.

strictement instrumentale⁷ ». Ferreras poursuit : « La logique est symétrique : la rationalité qui anime le travailleur est tout autant instrumentale que celle qui anime l'investisseur en capital, les deux catégories d'acteurs poursuivant leur *self-interest* [...] le salarié accomplit un travail, y consacrant le moins d'effort possible, en vue de la (sur)vie en dehors du travail, par exemple les loisirs, que celui-ci lui permettra⁸. » Dans ce schéma réducteur, l'entreprise est le lieu de conjonction entre les apporteurs de capitaux et les apporteurs de force de travail. Chacune des deux parties, structurellement opposées, serait animée par des visées purement instrumentales, le patronat et ses fondés de pouvoir motivés par le retour sur investissements, les travailleurs par l'obtention d'un salaire. Dans cette perspective, l'entreprise n'est qu'un moyen, autant pour le patron que pour le travailleur : pour les uns, si le retour est insuffisant, on délocalise, et pour les autres, comme l'affirmait Émile Pouget⁹, « À mauvaise paye, mauvais travail ».

Pour Marx, le travailleur est à priori aliéné dans le processus de travail parce qu'il est censé n'y être que l'instrument du capitaliste. Son travail ne serait qu'un simple instrument pour sa survie. Cette conception mutilante de ce qui se vit, se trame, s'aime et se hait dans l'entreprise, autant comme processus économique que comme milieu de vie produit par les co-désirs renvoie dos à dos l'étroitesse des conceptions marxiste et capitaliste de l'économie. Dans l'entreprise ne se produiraient que des biens et services, mais curieusement pas de culture ni davantage de violences, de contrats ou d'invention de soi avec les autres et surtout pas de subjectivités désirantes, ima-

ginatives et créatives¹⁰. Les propositions de Ferreras s'inscriront, on le verra, dans une perspective d'économie générale en opposition avec cette économie restreinte limitée à l'instrumental.

Justification et persistance du pouvoir domestique

La justification de la domination des apporteurs en capital sur les apporteurs en travail soutient que le patron, bénéficiaire principal de la rationalité entrepreneuriale est objectivement intéressé au déploiement optimal de cette rationalité instrumentale. Les investisseurs en travail seraient motivés par la maximisation de leur intérêt personnel, en feraient le moins possible. À en croire les patrons, ils seraient pollués par des considérations qui aggravent encore l'irrationalité de leurs jugements, émotions et autres affects qui les lient à l'histoire de leur entreprise : *c'est vrai, les ouvriers pleurent quand leur entreprise ferme, quelle erreur ! Ces pleurs émotifs se trompent !* D'où la justification du pouvoir domestique exercé par le patronat : « Il s'agit d'un mode d'exercice du pouvoir où le "chef" règne sans avoir besoin de justifier ses ordres, cependant que ses exécutants, qu'il s'agisse de ses salariés, de ses domestiques, voire de ses esclaves exécutent [...] ; la force de sa légitimité vient de ce qu'il est considéré comme étant le mode le plus adéquat, le plus efficace, pour mettre en œuvre la rationalité instrumentale¹¹. » Un accord cadre unirait les travailleurs à la Marx et les patrons libéraux : on vient dans l'entreprise pour se faire du fric, salaire d'un côté et retour sur investissement pour l'autre et puis basta !

7 Ferreras, p. 31.

8 *Ibid.* p. 41.

9 Syndicaliste et théoricien français de l'anarchisme, créateur notamment de l'Almanach du père Peinard.

10 Comme je me suis employé à le montrer dans *Gaston Lagaffe philosophe, Franquin, Deleuze et Spinoza*, Couleur livres, 2012.

11 Ferreras, *ibid.* p. 43.

L'entreprise est une institution politique

La politique ne s'arrête pas, insiste Ferreras, aux portes de l'entreprise, elle s'y déploie. L'entreprise est un lieu d'affrontement, de débat, voire de compromis coopératif entre une rationalité économique-instrumentale et une rationalité politique. Les acteurs qui composent l'entreprise ne se justifient pas à partir des mêmes horizons de signification. Les managers, les actionnaires et les travailleurs ne disposent pas des mêmes horizons de sens et de validation de leurs comportements. La force du livre de Ferreras est de miner la cohérence et la justification des capitalistes libéraux, eux qui ne cessent de chanter les louanges d'une citoyenneté qui, pour eux, doit *s'arrêter singulièrement à la porte des entreprises*. La domination domestique qu'exercent patronat et actionnariat sur les travailleurs est validée par l'option étroite de la conception marxiste de l'entreprise: un lieu d'affrontement pour la captation de la plus-value. L'activité de travail au sein de l'entreprise est pourtant bien plus complexe qu'une location de sa force de travail en vue de conquérir un salaire: certes, on y gagne sa vie, mais on y construit aussi son autonomie et son monde: les féministes l'ont mieux compris que tout le monde. Travailler, c'est aussi se sentir utile à quelques-uns, voire à l'entreprise, ou davantage encore à la société. Le travailleur salarié est reconnu pour la valeur de sa contribution au monde. Le philosophe Michael Walzer a bien raison de décrire la condition du chômeur comme celle d'un exilé, victime d'un ostracisme social, condamné à l'infamie sociale sans jugement. Travailler enfin, c'est faire quelque chose d'*intéressant*, *inter esse*, faire que l'entre-deux soit riche. L'histoire des relations de travail témoigne de ces mutations progressives: le patronat du XIX^e siècle mobilisait les travailleurs à

coup d'affects de tristesse, de crainte, de peur. Le patronat du compromis fordiste leur concède des occasions de joie à l'extérieur du processus de travail par l'augmentation des salaires et l'accès à la consommation, le patronat postmoderne fournit des occasions de joie, en permettant aux travailleurs de désirer au sein du processus de travail, le travail devenant une entreprise, une mobilisation des désirs, mais «... le paradoxe contemporain du capitalisme tient à ce que, au moment même où il s'efforce de sophistiquer ses méthodes pour développer le salariat content, il maltraite à des échelles et des intensités inouïes depuis des décennies¹² ».

Les travailleurs mettent en œuvre leurs capitaux

Le travailleur ne vient pas dans l'entreprise qu'avec sa force de travail: *il y apporte ses propres capitaux*, ses accumulations personnelles, de savoir, de savoir-faire, de savoir-être, de savoir se comporter avec les autres. L'économiste Lordon voit dans l'entreprise l'affrontement, voire la coopération entre les désirs patronaux et salariaux. Dès lors, prenons attention à la montée en force du travail affectif, curatif, relationnel, thérapeutique dans la société de la connaissance et de la relation. Ce travail produit du bien-être, du plaisir, de la satisfaction, de l'excitation et de la passion. Il produit aussi de la socialité, crée et entretient des réseaux. Il produit enfin de la relation logique, c'est l'intégration de l'informatique dans les réseaux de production, c'est le travail symbolique dans l'analyse et la production des données et c'est le travail de manipulation et de contact avec comme cible l'être humain: « La coopération est complètement immanente

¹²Lordon Frédéric, *Capitalisme, désir et servitude, Spinoza et Marx*, La fabrique, 2010, p. 190.

à l'activité de travail elle-même¹³ ». Les anciennes divisions mises en œuvre par le marxisme, à savoir le capital constant fait de machines et le capital variable fait de main-d'œuvre volent en éclats, parce que la machinisation de l'homme et la spiritualisation de la machine constituent des phénomènes interactifs. Cette considération montre à souhait que le travailleur n'est pas une qualité seconde par rapport au capital machine, il constitue en lui-même une force « capital » et possède pour une grande partie son outil de production, à la différence de l'ouvrier d'aciérie qui n'est pas le propriétaire légalisé du laminoir à froid. Nous voilà aux portes de l'anarchisme : le travailleur n'a plus peur des *maîtres* patronaux et n'a plus besoin des *dieux* marxistes éclairés, figures laïques de la prêtrise. « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », comme le proclamaient fièrement les textes de la Première internationale, capital démocratique contre capital domestique : «...nous sommes arrivés à un climax dans la tension qui pèse sur le travail. En effet, le travail salarié occupe un territoire contesté entre d'une part, l'entreprise, qui impose un régime d'interaction domestique à ses employés dont l'exercice du pouvoir est unilatéral, et d'autre part, les aspirations des employés qui, portés par les caractéristiques mêmes du travail — sa logique politique —, mettent en avant l'intuition d'un régime d'interaction démocratique pour gouverner le travail¹⁴. »

Le bicaméralisme pour gouverner l'entreprise

Le développement de l'économie du secteur des services fait que la part du secteur

13 Hardt Michael et Negri Antonio, *Empire*, 10/18, 2000, p. 359.

14 Ferreras, *ibid.* p. 224.

tertiaire en Europe et en Amérique du Nord (70 %) fait *de facto* sortir le travail de la sphère domestique et le fait entrer dans la sphère publique du fait de l'apparition d'un tiers, le client. Cette thèse bien argumentée par notre auteure est essentielle. Le travail bascule dans la sphère publique : « L'étude du vécu subjectif des salariés quant à leur expérience du travail renvoie au régime d'interaction civique propre à la sphère publique, fait de respect (parfois forcé) d'autrui, d'un postulat d'égalité de dignité et d'égalité de considération, de réserve par rapport aux événements de la vie privée, qui ne peut déteindre sur l'impartialité avec laquelle on considère autrui¹⁵. » Avec la relation travailleur-client, s'instaure au sein de l'entreprise, une relation inter-citoyenne, le client est un témoin, et nous entrons là dans un régime de contestation, de témoignage ensemble, mais là aussi un rapport domestique : le client a toujours raison, et le travailleur est à son service. L'interposition du client dans le rapport salarial est le lieu d'affrontement entre le rapport domestique et le rapport citoyen. Dès lors, le saut à faire est de citoyenniser l'entreprise, d'en instituer le gouvernement par un système bicaméral : une chambre constituée et élue par les apporteurs de capitaux et une chambre constituée et élue par les apporteurs de travail. Le bicaméralisme, outre le fait qu'il prend en compte les deux classes d'apporteurs de capitaux, constitue une deuxième lecture de la relation sociale élargie. La nouvelle entreprise serait dirigée par le top management qui doit obtenir la confiance dans les deux chambres, (majorité, 50 % plus une voix).

Le gouvernement de cette entreprise devra établir une déclaration de gouvernement, un plan de gestion qui indique ses principaux objectifs et les principales initiatives qu'il se propose de prendre. La

15 *Ibid.* p. 78.

proposition de Ferreras est au fond d'une redoutable simplicité : introduire la démocratie dans l'entreprise, la légitimer, la stabiliser par un bicaméralisme d'entreprise et faire de l'entreprise le lieu de construction confrontante entre le capital financier d'une part et les capitaux humains et les producteurs intelligents qui sont des citoyens travailleurs : « La société démocratique doit trouver les moyens d'amener l'entreprise à appartenir pleinement à la sphère publique démocratique, pour des raisons de crédibilité du projet démocratique et d'efficacité de l'entreprise elle-même¹⁶. » Les organisations syndicales seront les acteurs collectifs de la représentation des travailleurs et les opérateurs de la solidarité trans-entreprises. Le bicaméralisme est susceptible de transformer la culture du syndicalisme, d'en étendre l'efficace et, comme le projet de l'anarcho-syndicalisme le prévoyait, de le poser en acteur mondial indispensable de la société juste à construire. Ferreras propose d'ailleurs de maintenir le monopole de la représentation des salariés aux organisations syndicales car autoriser la représentation de non-affiliés pourrait conduire au nationalisme chauviniste des entreprises, obérant de fait la nécessaire solidarité extra-entreprises au-delà des frontières régionales ou nationales. Cette manière de faire permettra de réencadrer le processus économique étroit dans un processus démocratique élargi où se délibéreront les contenus et les modalités de distribution de la production.

Prolonger les revendications du monde ouvrier

En effet, le processus de travail prend de plus en plus l'allure d'une équipe de personnalités à mobiliser autour du service à

rendre au client, autour de la prochaine innovation à développer. Les travailleurs sont au centre de leur désir quand ils travaillent et sont possesseurs de leur outil de travail, mobilisant leur intelligence, leurs capacités émotionnelles de s'exprimer et d'être à l'écoute de la demande du client. Ce sont des adultes responsables et de plus en plus intelligents disposés à co-gouverner dans le sens d'un mieux pour l'entreprise, sa clientèle et pour son périmètre socioculturel élargi. La démocratisation radicale interne fournit des instruments conflictuels pour une extension mondiale de la vie démocratique. De nombreux arguments factuels et réalistes plaident en ce sens : dans les cas où l'entreprise se démocratise, on constate une hausse de la productivité, la montée en force de l'intelligence et de la qualification du facteur de production « travail », la disparition progressive des couts de surveillance¹⁷ et des départements de ressources humaines. Le projet de l'émancipation vise à rendre les travailleurs, voire aussi les détenteurs de capitaux monétaires et les managers plus heureux, fonctionnant moins à la crainte et à la tristesse. On sait que les attentes démocratiques grandissent : « Pour la première fois dans l'histoire, tous les jeunes adultes européens, des deux sexes, ont été éduqués par des parents nés avec les droits de vote¹⁸. » Le nouveau monde est gros de ces revendications post-matérielles qui ne cessent de gagner en légitimité.

Un superbe lever de soleil

Ferreras nous montre avec beaucoup de clarté que la contradiction est moins capital-travail que capital-démocratie. On peut rejouer cette opposition autrement :

¹⁷ Sur les couts de surveillance dans le processus productif, Bowles Samuel et Gintis Herbert, *La démocratie post-libérale*, La découverte, 1987.

¹⁸ p. 221.

¹⁶ Ferreras, *ibid.* p. 219.

libéralisme politique-libéralisme économique, éthos démocratique élargi contre despotisme économique restrictif. Le régime des libertés vient confronter les droits de propriété et montrer la fausseté de l'économie restreinte dans ses versions marxiste et capitaliste. Le travailleur est un citoyen économique, citoyen au travail inséré dans ce plus qu'est la délibération collective. Il faudra prendre garde à ne pas confondre l'entreprise capitaliste et la réforme radicale de ses modes de gouvernance avec la civilisation capitaliste. Depuis Karl Polanyi, nous savons mieux que *le capitalisme est une culture, une fabrique des subjectivités*. Depuis Pierre Clastres¹⁹, nous en connaissons les fondements, les diverses accumulations qui en constituent les pouvoirs pour la *conduite des conduites*. Ferreras, dans ses dernières pages, trace le chemin de la gouvernance des entreprises par ceux qui les font vivre. C'est un pas, une étape. On n'en a pas fini avec tout le tissu culturel, pédagogique, administratif et socialiste qui ne cesse de valider cette civilisation vouée à l'accumulation, mais Ferreras a fait un pas pour en contester les racines. Sans doute que les résistances à ces propositions ne manqueront pas. Elles viendront autant des archéo-marxistes, des caciques administratifs que du patronat, dépossédés de leurs prétentions à parler à *la place des autres*, de couper les travailleurs de ce qu'ils peuvent, et qu'ils peuvent davantage, bien montré par Proudhon, par la conjonction coopérative de leurs forces créatives au-delà des cultures consuméristes qui les anesthésient. ■

19 Dans *La société contre l'État*, Clastres montre que les sociétés traditionnelles anticipent, avec un rare bonheur, que les pratiques d'accumulation (femmes, paroles, pouvoirs, biens) engendreront des sociétés étatiques avec pratiques de domination à la clé. Dès lors, diverses pratiques instituées mettent biens, pouvoirs, paroles et femmes en constante circulation.